

DLSI

Exercice clos le 31 décembre 2012

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

ACCOUNTAUDIT
Immeuble Les Thiers
4, rue Piroux
54048 Nancy Cedex
S.A.S. au capital de € 103.500

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Nancy

ERNST & YOUNG et Autres
Tour Europe
20, place des Halles
B.P. 80004
67081 Strasbourg Cedex
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

DLSI

Exercice clos le 31 décembre 2012

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société DLSI, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France à l'exception du point décrit dans le paragraphe suivant ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Comme mentionné dans la note 4.3.2 « Dépréciation d'actifs » de l'annexe aux comptes consolidés, un test de perte de valeur des goodwill sur la base de l'actualisation des flux futurs de trésorerie a été réalisé au 31 décembre 2012 par unité génératrice de trésorerie représentée par les zones géographiques. Les goodwill, dont notamment deux zones géographiques représentant un montant de K€ 9.670, n'ont pas fait l'objet de dépréciation, compte tenu des hypothèses relatives à la prise en compte du crédit d'impôt pour la compétitivité et pour l'emploi décrites en note 4.3.2 de l'annexe. Compte tenu de l'absence de visibilité sur la pérennité de cette mesure et de la sensibilité des tests de dépréciation à ce dispositif, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier si une dépréciation de ces goodwill est nécessaire et pour quel montant.

Sous cette réserve, nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « remarque liminaire » de l'annexe qui expose l'incertitude sur l'issue des analyses de comptes ayant fait l'objet d'opérations comptables anormales dans la filiale luxembourgeoise.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé outre celle ayant conduit à la réserve mentionnée ci-dessus ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nancy et Strasbourg, le 30 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

ACCOUNTAUDIT	ERNST & YOUNG et Autres
	
Patrick Fresse	Philippe Rahms

Groupe DLSI

Etat du résultat global consolidé

chiffres en euros		2012		2011	
		du 1/1/2012 au 31/12/2012		du 1/1/2011 au 31/12/2011	
		valeur	% CA	valeur	% CA
	Note				
Chiffre d'affaires	7.1	183 872 997	100,00	205 196 671	100,00
Charges externes		-10 371 534	-5,64	-11 238 658	-5,48
Charges de personnel	7.2	-168 657 874	-91,73	-185 745 128	-90,52
Impôts et taxes et versements assimilés		-3 058 468	-1,66	-3 395 365	-1,65
Dotations - Reprises des Provisions		375 875	0,20	197 783	0,10
Autres produits et charges d'exploitation	7.3	2 037 002	1,11	1 778 947	0,87
Résultat opérationnel avant amortissements		4 197 998	2,28	6 794 250	3,31
Amortissements		-906 020	-0,49	-942 250	-0,46
Résultat opérationnel		3 291 978	1,79	5 852 000	2,85
Produits financiers divers	7.4	233 509	0,13	14 603	0,01
Charges d'intérêt	7.4	-1 096 047	-0,60	-1 050 801	-0,51
Résultat avant impôts		2 429 440	1,32	4 815 802	2,35
Charge d'impôt*	7.5	-1 879 272	-1,02	-3 196 571	-1,56
Résultat net		550 168	0,30	1 619 231	0,79
dont attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère		389 666		1 459 298	
dont attribuable aux intérêts minoritaires		160 502		159 933	
Résultat net par action en Euros	7.6	0,15		0,57	
Résultat dilué par action en Euros	7.6	0,15		0,57	
Nombre d'actions		2 541 490		2 541 490	

Résultat net		550 168		1 619 231	
Autres éléments du résultat global de la période	7.7	241 214		107 407	
Effet impôt des autres éléments du résultat global de la période	7.7	-65 344		-35 802	
Résultat global de la période		726 038		1 690 836	
dont attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère		550 226		1 530 903	
dont attribuable aux intérêts minoritaires		175 812		159 933	

* Faisant suite à la réforme de la taxe professionnelle effective au 1er janvier 2010, la partie de ce nouvel impôt calculée sur la valeur ajoutée (la CVAE) a été comptabilisée en charge d'impôt à hauteur de 1 910K€ en 2011 et 1793 K€ en 2012

Groupe D L S I

Exercice clos le 31 décembre 2012

Etat de la situation financière consolidée

<i>chiffres en Euros</i>	Note	au 31/12/2012	au 31/12/2011	Variation
ACTIF				
Goodwill	5.1.1	24 751 514	21 991 961	2 759 553
Immobilisations incorporelles	5.1.2	2 053 290	2 509 810	-456 520
Immobilisations corporelles	5.1.3	970 853	1 055 297	-84 444
Actifs financiers		43 259	43 259	0
Actifs d'impôts différés	7.5	107 059	54 546	52 513
Autres Actifs non courants	5.1.4	1 180 948	1 199 510	-18 562
Total de l'Actif non courant		29 106 923	26 854 383	2 252 540
Clients et comptes rattachés	5.2.1	41 818 768	47 540 299	-5 721 531
Autres créances	5.2.1	4 504 991	3 208 816	1 296 175
Actifs financiers courant	5.2.2	0	0	0
Trésorerie		4 277 544	4 383 265	-105 721
Total de l'actif courant		50 601 303	55 132 380	-4 531 077
Actifs en vue d'être cédés		0	0	0
Total de l'actif		79 708 226	81 986 763	-2 278 537

<i>chiffres en Euros</i>		au 31/12/2012	au 31/12/2011	Variation
PASSIF				
Capital		5 082 980	5 082 980	0
Réserves consolidées		11 872 932	11 015 521	857 411
Résultat de l'exercice		<u>389 667</u>	<u>1 459 298</u>	<u>-1 069 631</u>
Capitaux Propres part du groupe		17 345 579	17 557 799	-212 220
Intérêts minoritaires		632 412	529 983	102 429
Capitaux Propres		17 977 991	18 087 782	-109 791
Provisions non courantes	6.1.1	191 501	163 662	27 839
Impôts différés passifs	7.5	181 094	243 213	-62 119
Emprunts et dettes financières	6.1.2	147 674	857 581	-709 907
Passifs non courants		520 269	1 264 456	-744 187
Provisions d'exploitation	6.2.1	34 637	9 975	24 662
Emprunts et dettes financières	6.2.2	22 777 719	23 005 931	-228 212
Fournisseurs et rattachés	6.2.2	3 830 170	2 481 038	1 349 132
Dettes fiscales et sociales	6.2.2	32 920 054	35 408 223	-2 488 169
Autres dettes	6.2.2	1 647 386	1 729 358	-81 972
Passifs courants		61 209 966	62 634 525	-1 424 559
Passifs en vue d'être cédés				0
Total Capitaux Propres et Passif		79 708 226	81 986 763	-2 278 537

Groupe DLSI

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE - IFRS 31/12/2012

Rubriques	31/12/2012	31/12/2011
Résultat net consolidé	550	1 619
+/- Dotations nettes aux amort. Et prov.	530	744
+/- Plus et moins values de cession		
Capacité d'autofinancement après coût de l'endet.	1 080	2 363
+ Coût de l'endettement financier net	862	1 036
+/- charge d'impôt (y compris impôts différés)	1 879	3 197
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endet.	3 821	6 596
- impôt versé	-3 160	-2 735
+/- variation du B.F.R. lié à l'activité	3 935	3 282
+/- Autres flux générés par l'activité	98	0
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D)	4 694	7 143
- décaissements liés aux acquisitions d'immob. Corp. Et incorp.	-151	-418
+ Encaissements liés aux remboursement de prêts	61	390
+/- Coût nets des regroupements d'entreprises	-3 626	0
+ dettes envers les cédants des entreprises acquises	688	0
+/- incidence des variations de périmètre	887	-566
+/- décaissements nets liés au regroupement d'entreprises antérieurs	0	-2 699
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INV.(E)	-2 141	-3 293
- dividendes versés au cours de l'exercice	-840	-762
+ sommes reçues des actionnaires lors d'augment.	0	0
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	0	7 250
- Remboursements d'emprunts	-2 847	-2 549
- Intérêts financiers nets versés	-652	-1 036
+/- Variation des encours liée aux créances cédées	1 198	-9 646
+/- Variation des comptes courants	813	210
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINAN.(F)	-2 328	-6 533
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE H=(D+E+F)	225	-2 683
TRESORERIE D'OUVERTURE	3 945	6 628
TRESORERIE DE CLOTURE	4 170	3 945
dont trésorerie et équivalent de trésorerie	4 277	4 383
dont découverts bancaires	-107	-438

Variation des capitaux propres consolidés

en €	Nombre d'actions	Capital	Réserves consolidées	Résultat du groupe	Part du groupe	Part hors groupe	Capitaux propres
Capitaux Propres IFRS au 31/12/2010	2 541 490	5 082 980	10 352 273	1 397 040	16 832 293	374 477	17 206 770
Affectation résultat exercice 2010			1 397 040	-1 397 040	0		0
Dividendes versés			-762 443		-762 443	-14 473	-776 916
intérêts des minoritaires reconnus dans le cadre d'un regroupement d'entreprise					0	10 045	10 045
Résultat net de l'exercice 2011				1 459 298	1 459 298	159 933	1 619 231
Autres éléments du résultat global			28 651	0	28 651	0	28 651
Résultat global de l'exercice 2011			28 651	1 459 298	1 487 949	159 933	1 647 882
Capitaux Propres IFRS au 31/12/2009	2 541 490	5 082 980	11 015 521	1 459 298	17 557 799	529 982	18 087 781
Affectation résultat exercice 2011			1 459 298	-1 459 298	0		0
Dividendes versés			-762 447		-762 447	-73 382	-835 829
intérêts des minoritaires reconnus dans le cadre d'un regroupement d'entreprise					0	0	0
Résultat net de l'exercice 2012				389 667	389 667	160 502	550 169
Autres éléments du résultat global			160 560	0	160 560	15 310	175 870
Résultat global de l'exercice 2012			160 560	389 667	550 227	175 812	726 039
Capitaux Propres IFRS au 31/12/2012	2 541 490	5 082 980	11 872 932	389 667	17 345 579	632 412	17 977 991

La totalité du capital social a été souscrit et libéré. Le montant nominal d'une action s'élève à 2€.

Les réserves consolidées au 31 décembre 2012 se décomposent comme suit :

Réserve légale	508 K€
Autres réserves et résultats cumulés	11 365 K€

En 2012, le Groupe a versé un dividende de 0.30€ par action.

GROUPE DLSI

I ANNEXE

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2012 Etablie selon les normes IFRS

1. Remarque liminaire

Les comptes du Groupe DLSI au 31 décembre 2012 ont été arrêtés par le Directoire le 30 mars 2013. Ces comptes ne seront définitifs qu'à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra le 21 juin 2013.

Le Groupe DLSI offre des services diversifiés dont le cœur de métier est le travail temporaire. DLSI ("la Société") est une entreprise domiciliée en France.

Nom de la société mère :	D L S I
Siège social :	Avenue Jean Eric Bousch 57600 FORBACH
Forme juridique :	S A à directoire et conseil de surveillance
SIREN :	389 486 754

La monnaie de présentation des comptes consolidés est l'euro.

Toutes les entreprises incluses dans le périmètre de consolidation ont établi leurs comptes sociaux annuels à la date du 31 décembre 2012.

Début 2013, le groupe a découvert des opérations comptables anormales dans sa filiale luxembourgeoise, portant sur des comptes de dettes, ainsi que de trésorerie. L'analyse des conséquences comptables de ces écritures est en cours.

2. Base de préparation des états financiers

2.1 Déclaration de conformité

En application du règlement européen n° 1606 / 2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice 2012 ont été établis en conformité avec les normes "IFRS" (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2012

Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Ces principes ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application des normes et interprétations obligatoires aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2012 et non encore approuvées par l'Union Européenne est sans incidence sur les comptes du groupe DLSI.

2.2 Changements de méthodes comptables

Les règles et méthodes appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés sont comparables à celles appliquées au 31 décembre 2011 à l'exception de l'adoption des normes / interprétations suivantes approuvées par l'Union Européenne et d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2012 :

Norme / Interprétation	Date d'application prévue par l'IASB (exercices ouverts à compter du)	Date d'application UE (exercices ouverts à compter du)
Amendement IFRS 7 - Transferts d'actifs financiers	1/07/2011	1/07/2011
Amendement IAS 12 - Recouvrement des actifs sous-jacents	1/01/2012	1/01/2013

L'adoption des nouvelles normes et interprétations n'a pas d'incidence sur les comptes du Groupe au 31 décembre 2012.

De plus, conformément aux recommandations de l'AMF, le Groupe applique par anticipation depuis 2011 les amendements suivants :

Norme / Interprétation	Date d'application prévue par l'IASB (exercices ouverts à compter du)	Date d'application UE (exercices ouverts à compter du)
Amendement IAS 1 - Présentation des états financiers – présentation des éléments du résultat global	1/07/2012	01/07/2012

Par ailleurs, il n'existe ni norme ni interprétation approuvée par l'Union Européenne et qui ne soit pas d'application obligatoire en 2012.

Enfin, le groupe n'applique pas les textes suivants qui n'ont pas été approuvés par l'Union Européenne au 31 décembre 2012 :

Norme / Interprétation	Date d'application prévue par l'IASB (exercices ouverts à compter du)	Date d'application UE (exercices ouverts à compter du)
IFRS 9 – Instruments financiers	1/01/2013	01/01/2014
IFRS 10 – Etats financiers consolidés	1/01/2013	01/01/2014
IFRS 11 – Partenariats	1/01/2013	01/01/2014
IFRS 12 – Information à fournir sur les intérêts dans d'autres entités	1/01/2013	01/01/2014
IFRS 13 – Evaluation de la juste valeur	1/01/2013	01/01/2013
IAS 28 – Participation dans des entreprises associées	1/01/2013	01/01/2014

IAS19 – Avantages au personnel	1/01/2013	01/01/2013
Amendement IFRS 7 – Provisions, passifs éventuels et actifs éventuel	1/01/2013	01/01/2013
Amendement IAS 32 – Compensation des actifs financiers et passifs financiers	1/01/2014	01/01/2014
Améliorations annuelles des IFRS (2009-2011)	1/01/2013	Non adoptée
IAS 1 – Présentation des états financiers	1/01/2013	Non adoptée
IAS 16 – Immobilisations corporelles	1/01/2013	Non adoptée
IAS 32 – Instruments financiers : Présentation	1/01/2013	Non adoptée
IAS 34 – Information financière intermédiaire	1/01/2013	Non adoptée
Amendement IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 – Entités d'investissement	1/01/2014	Non adoptée
Amendement IFRS 10, 11, 12 – Dispositions transitoires	1/01/2013	Non adoptée

Des travaux sont en cours afin de déterminer les impacts de ces nouvelles normes. Le Groupe n'anticipe pas d'incidences significatives résultant de l'application de ces normes et interprétations.

3 - COMPARABILITE DES EXERCICES

3.1. FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

En 2012, dans un contexte économique très difficile, le chiffre d'affaires du groupe DLSI a reculé de 10.39 % du fait de la conjoncture négative.

3.2. EVOLUTION DU PERIMETRE

En 2012 le groupe a acquis 100 % du capital des sociétés GI-V, CH-V et MT INTERIM, basées à LYON et sa région pour les deux premières et en Moselle pour la dernière société. Avec effet au 1^{er} octobre 2012 pour un montant total de K€ 2 728.

En 2012, ces sociétés ont réalisé un chiffre d'affaires de K€ 10 205 et dégagé un résultat net de K€ 63, contribuant au chiffre d'affaire du groupe à hauteur de K€ 2 179 et au bénéfice du groupe à hauteur de k€ 5.

Conformément à la norme IFRS 3 "Regroupements d'Entreprises", le Groupe a procédé à l'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs des entreprises acquises à la date d'acquisition. Les résultats de l'exercice d'allocation du coût d'acquisition se présentent ainsi :

En K€

Entité	CH-V	GI -V	MT INTERIM
Date d'acquisition	01/10/2012	01/10/2012	01/10/2012
Immobilisations incorporelles	-	4	-
Immobilisations corporelles	22	41	1
Actifs financiers non courants	10	16	16
Actifs d'impôt différé	6	22	2
Clients et comptes rattachés	411	555	1 525
Autres créances et charges constatées d'avance	142	19	138
Trésorerie et équivalent de trésorerie	138	289	170
Emprunts et dettes financières	- 40	- 23	-
Fournisseurs et comptes rattachés	- 22	- 49	- 11
Autres dettes et produits constatés d'avance	- 499	- 673	- 902
Passif d'impôt différé	-	-	-
Clientèle nette d'impôt différé	22	23	-
Juste valeur des actifs nets identifiables	192	225	939
Quote part détenue dans la JV des actifs nets identifiables	191	225	939
Coût d'acquisition	493	535	1 700
Goodwill	302	310	761

Ces sociétés ont été acquises en numéraire. Conformément aux dispositions contractuelles, le solde restant à payer aux cédants s'élève à 688 k€ au 31 décembre 2012. Un montant de 188k€ a été payé en janvier 2013, le versement du solde de 500 k€ étant prévu pour avril 2013. Le goodwill représente les éléments incorporels acquis non activables (force de travail) et les synergies attendues et particulièrement dans le domaine de l'activité de soudure et le renforcement de notre implantation dans le lyonnais.

Les contrats d'acquisition des sociétés CH-V et GI-V sont assorties d'une clause d'earn-out qui prévoit le versement d'un complément de prix non plafonné, conditionné par la réalisation d'objectifs de marge brute en 2013. Au vu de ses prévisions, le management estime que le versement d'un complément de prix est peu probable et n'a par conséquent pas intégré de complément de prix dans l'estimation du coût d'acquisition.

3.3. Suivi du litige sur l'acquisition du sous-groupe Pemsas

Ce litige s'est soldé en 2012 par un versement complémentaire de K€ 1 386. Ce montant a été inclus dans le prix d'acquisition de Pemsas, conformément à la norme IFRS 3 applicable à cette acquisition. Le goodwill lié à l'acquisition de Pemsas s'élève désormais à K€ 2 604.

4. Principes et méthodes comptables

Les états financiers sont principalement basés sur le coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés, des actifs détenus à des fins de transaction et des actifs désignés comme étant disponibles à la vente dont la comptabilisation suit le modèle de la juste valeur.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement. Les estimations effectuées concernent essentiellement la norme IAS 36 (notes 4.3.2) et la norme IFRS 3 (estimation de la juste valeur des actifs et passifs acquis lors des regroupements d'entreprises).

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

4.1. Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles la société DLSI exerce le contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif existe lorsque le groupe a le pouvoir de contrôler les politiques financières ou opérationnelles de manière à obtenir les avantages de leurs activités. Le contrôle est présumé exister lorsque le groupe détient directement ou indirectement plus de 50% des droits de vote. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

Tous les soldes et transactions intragroupe ainsi que les produits, les charges et les résultats latents qui sont compris dans la valeur comptable d'actifs, provenant de transactions internes, sont éliminés en totalité.

Au 31 décembre 2012, le périmètre de consolidation est constitué des sociétés suivantes :

Sociétés	Siège social		% de détention	Nature juridique	Méthode de consolidation
DLSI SA	FORBACH	Société mère	Société mère	SA	Intégration globale
DLSI Luxembourg SA	ESCH S/ALZETTE	A	100	SA	Intégration globale
DLSI GMBH	KLEINBLIEDERSTROFF	A	100	SARL	Intégration globale
PEMSA SA	LOCARNO (SUISSE)	01/07/2007	86,5	SA	Intégration globale
PEMSA VAUD SA	LAUSANNE (SUISSE)	01/07/2007	86,5	SA	Intégration globale
PEMSA GE SA	GENEVE (SUISSE)	01/07/2007	86,5	SA	Intégration globale
SELECT EMPLOI	LAUSANNE (SUISSE)	01/01/2011	86,5	SA	Intégration globale
MARINE INTERIM	FORBACH	01/02/2008	51	SAS	Intégration globale
DLSI POLSKA	GLIWICE	01/07/2008	50	SARL	Intégration globale
TERCIO	FORBACH	01/07/2011	100	SAS	Intégration globale
GI - V	LYON	01/10/2012	100	SARL	Intégration globale
CH - V	PUSIGNAN	01/10/2012	100	SARL	Intégration globale
MT - INTERIM	SAINT AVOLD	01/10/2012	100	SAS	Intégration globale

4.2. Date de clôture

Toutes les sociétés consolidées ont un exercice social de 12 mois et clôturent le 31 décembre.

4.3. Méthodes d'évaluation

4.3.1. Goodwill

Les goodwill résultant de regroupements d'entreprises représentent les paiements effectués par le groupe lors de l'acquisition d'une agence ou d'un groupe d'agences ou des titres d'une société exploitant une ou plusieurs agences en prévision d'avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent pas être identifiés individuellement et comptabilisés séparément.

Jusqu'au 1^{er} janvier 2010, les goodwill étaient calculés par différence entre le coût d'acquisition, majoré des coûts directement attribuables à l'acquisition et la part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise à la date d'acquisition.

Pour les acquisitions postérieures au 1^{er} janvier 2010, les goodwill sont calculés par différence entre le coût d'acquisition, c'est-à-dire la considération transférée au vendeur, incluant la juste valeur des paiements conditionnels, et la part du groupe dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise à la date d'acquisition.

4.3.2 Dépréciations d'actifs

Les valeurs comptables des actifs du Groupe, autres que les stocks et les actifs d'impôt différé, sont examinées à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indicateur qu'un actif a subi une perte potentielle de valeur. S'il existe un tel indicateur, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

Pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, la valeur recouvrable est estimée à chaque date de clôture.

Lorsque les actifs testés ne génèrent pas de flux de trésorerie indépendants, le plus petit groupe d'actifs incluant l'actif testé qui génère des flux de trésorerie indépendants est alors testé (unité génératrice de trésorerie).

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable, la plus élevée de la valeur d'utilité et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. La valeur d'utilité de l'unité génératrice de trésorerie est déterminée sur la base d'une actualisation des flux de trésorerie générés par l'unité génératrice de trésorerie. Ces flux de trésorerie ont été déterminés sur les bases suivantes :

- le prévisionnel 2013, année de référence, établi par les commerciaux et validé par la direction,
- le résultat de l'agence sur les années passées pour estimer le % de rendement à venir
- une actualisation de 11,00% et une progression du chiffre d'affaires estimée pour les années suivant l'année de référence. Au-delà de 2016, le Groupe a appliqué un taux d'inflation de 1.5% aux projections de flux de trésorerie. Le taux d'actualisation correspond à : (coût des fonds propres soit 13.6 % x part des fonds propres soit 74 %) + (coût de la dette après impôt soit 3 % x part de la dette soit 26 %). Le coût des fonds propres correspond au taux d'intérêt de l'OAT à 10 ans, auquel s'ajoute une prime de marché actions et une prime de risque spécifique

Les tests de perte de valeur sont effectués au niveau de chaque unité génératrice de trésorerie. Ces dernières ont été alignées sur les agences ou des regroupements d'agences par zone géographique.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat. Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une unité génératrice de trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à l'unité génératrice de trésorerie, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité.

Les tests de dépréciation réalisés à fin 2012 intègrent une hypothèse d'augmentation de l'activité globale en 2013 de l'ordre de 1.5 %.

Sur la base des tests de dépréciation effectués à fin 2012, aucune unité génératrice de trésorerie ne nécessite de dépréciation de ses actifs.

Actuellement deux UGT, auxquelles est rattaché un montant total de K€ 9 670 de goodwill, sont en difficulté, mais il faut prendre en considération la mise en place du CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et pour l'emploi) dans l'amélioration de la rentabilité future. Dans nos calculs, le CICE est intégré à hauteur de 80 % du crédit d'impôt estimé, soit 3,2 % de la masse

salariale concernée en 2013 et 4,8 % en 2014 et les années à venir, en considérant que le dispositif sera maintenu au-delà de la période des prévisions détaillées.

La prise en compte de respectivement 70% ou 90% du CICE attendu dans les projections de flux de trésorerie au lieu de 80% entraînerait une variation de plus ou moins M€ 5,1 de la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie en France.

Un CICE intégré en dessous de 76% conduirait à comptabiliser une dépréciation sur certaines UGT.

Nous pensons raisonnablement pouvoir dégager les résultats en rapport aux U G T qui à ce jour sont difficiles. Nous notons également que nos confrères considèrent le Travail Temporaire en France comme une seule et unique U G T.

4.3.3. Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont enregistrés à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition augmenté des coûts directement attribuables à la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue. Un amortissement est constaté sur les logiciels selon le mode linéaire et sur une durée n'excédant pas 3 ans.

Les immobilisations incorporelles comprennent également la clientèle acquise, amortie selon le mode linéaire et sur une durée n'excédant pas 7 ans.

En 2010, le nom commercial « EXESS INTERIM » a été reconnu pour 2 M€ dans le cadre de l'acquisition de cette entreprise, cette marque est amortie linéairement sur une période de 8 années.

4.3.4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à l'actif du bilan selon les principes comptables suivants :

- comptabilisation à leur valeur d'acquisition (coût d'acquisition augmenté des coûts directement attribuables à la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue)
- amortissement calculé selon la méthode linéaire, fondée sur la durée estimée d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou, le cas échéant, comptabilisés comme un actif séparé s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à l'actif iront au groupe et que le coût de l'actif peut être mesuré de façon fiable. Tous les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période durant laquelle ils sont encourus.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie d'utilité :

Agencements et aménagements..... 10 ans
Matériel de bureau et informatique.....	entre 3 ans et 5 ans
Mobilier de bureau.....	10 ans

Depuis le 1er janvier 2009, les coûts d'emprunt directement attribuable à un actif éligible sont comptabilisés en tant que composant du coût de l'actif.

4.3.5 Actifs financiers courants et non courants

Les actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction pour leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition des actifs financiers (sauf pour la catégorie des actifs financiers évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat).

Les actifs financiers sont sortis du bilan dès lors que les droits à flux futurs de trésorerie ont expiré ou ont été transférés à un tiers, que le Groupe a transféré l'essentiel des risques et avantages et qu'il n'a pas conservé le contrôle de ces actifs.

A la date de comptabilisation initiale le Groupe détermine, en fonction de la finalité de l'acquisition, la classification de l'actif financier dans l'une des quatre catégories prévues par la norme IAS 39. A fin 2012, le Groupe a des actifs financiers relevant des catégories "Actifs financiers en juste valeur par le biais du compte de résultat" et "Prêts et Créances".

4.3.5.1 Actifs financiers en juste valeur par le biais du compte de résultat

La catégorie des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat comprend, d'une part les actifs financiers détenus à des fins de transaction, et d'autre part des actifs financiers désignés, lors de leur comptabilisation initiale, comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les actifs financiers sont considérés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis en vue d'être revendus à court terme.

Il s'agit pour le Groupe de la trésorerie qui comprend les disponibilités. Les découverts bancaires figurent en dettes financières au passif du bilan.

Ces actifs financiers sont évalués à leur juste valeur par le biais du résultat.

4.3.5.2. Prêts et créances

Il s'agit pour le Groupe des autres actifs financiers non courants qui comprennent notamment des dépôts et cautionnements.

Ces prêts et créances sont valorisés à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale puis sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux effectif. Une dépréciation est enregistrée dès lors que la valeur recouvrable estimée est inférieure à la valeur comptable. La juste valeur correspond à la valeur nominale lorsque l'échéance de paiement n'est pas significative.

La valeur recouvrable des créances comptabilisées au coût amorti est égale à la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine (c'est-à-dire au taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation initiale). Les créances dont l'échéance est proche ne sont pas actualisées.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Pour les créances clients, cette provision correspond à la part hors taxes de la créance qui n'est pas couverte par l'assurance-crédit.

Les créances cédées en garantie du financement reçu sont conservées à l'actif et le financement correspondant est enregistré sous la rubrique « mobilisation de créances » au sein des emprunts et dettes à court terme.

4.3.6. Trésorerie

La rubrique « trésorerie » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vues, les autres placements à court terme très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les découverts bancaires figurent au passif courant en dettes financières tout comme les financements reçus dans le cadre de la mobilisation des créances.

4.3.7. Impôts différés et impôts sur les sociétés

En complément des impôts exigibles sont comptabilisés des impôts différés calculés sur les différences temporelles entre les bases fiscales et comptables des actifs et passifs.

S'ils sont débiteurs ils figurent en actif non courant, s'ils sont créditeurs ils figurent en passif non courant.

Les impôts différés actifs sont constatés s'il existe une réelle probabilité d'imputation sur les bénéfices imposables futurs. Les impôts différés comptabilisés sur les déficits reportables concernent MARINE INTERIM et GI-V s'élèvent au total à 46 K€ à fin 2012.

Les impôts différés ne sont pas actualisés.

Conformément à la pratique majoritaire des autres entreprises du secteur de l'intérim, la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est présentée en impôt sur les sociétés.

4.3.8. Provisions

Des provisions sont constituées lorsqu'il existe à la date de clôture, une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé lorsqu'il est probable que le règlement devrait provoquer une sortie de ressources au bénéfice de tiers.

4.3.9. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond à la juste valeur des services vendus. Le chiffre d'affaires figure net de taxe sur la valeur ajoutée.

Les produits provenant des prestations de services sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué par référence aux travaux exécutés.

4.3.10. Avantages au Personnel

Provisions pour indemnité de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière ont fait l'objet d'une provision calculée conformément aux préconisations de la norme IAS 19 ; il s'agit d'une méthode prospective avec calcul des droits

au jour de la retraite ramené au prorata des droits acquis avec l'ancienneté au jour de la clôture. DLSI est soumis au régime à prestations définies.

Les salariés concernés par les indemnités de fin de carrière sont uniquement les cadres et employés, les intérimaires n'y ayant pas droits.

Ce calcul tient compte des paramètres financiers suivants :

- âge de départ 70 ans
- turn-over 2 %
- augmentation moyenne annuelle des salaires 2 %
- taux d'actualisation 4,5 %
- charges sociales 40 %
- tableau de mortalité différent pour les hommes et les femmes (TH002 et TF0002)

Les écarts actuariels sont comptabilisés pendant la période au cours de laquelle ils surviennent en compte de résultat.

Autres avantages à long terme

Le Groupe n'a pas d'obligation à long terme envers son personnel autres que les régimes de retraite.

4.3.11 Conversion des transactions en monnaies étrangères

Les états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle du Groupe sont convertis selon les méthodes suivantes :

- les postes du bilan sont convertis aux cours de clôture ;
- les postes du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie sont convertis aux cours moyens de l'exercice ;
- les différences de conversion sont portées directement dans les capitaux propres au sein du poste « différence de conversion ».

4.3.12 Dettes financières

Les emprunts et autres passifs porteurs d'intérêt sont initialement enregistrés pour leur juste valeur qui correspond au montant reçu, diminué des coûts de transaction directement attribuables aux emprunts concernés comme les primes et frais d'émission. Par la suite, ces emprunts sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif de l'emprunt.

Le taux effectif correspond au taux qui permet d'obtenir la valeur comptable d'un emprunt à l'origine en actualisant ses flux futurs estimés.

De même, les dettes fournisseurs sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

Les dettes financières dont l'échéance est supérieure à un an sont présentées en dettes financières non courantes. Les dettes financières dont la date de remboursement est inférieure à un an sont présentées en dettes financières courantes.

4.3.13 information sectorielle

Le groupe n'a qu'une seule activité significative. Sur la base des critères d'IFRS 8, le groupe n'a pas identifié de secteurs opérationnels distincts.

5 – DETAIL DE L'ACTIF

5.1 Actif non courant

5.1.1 GOODWILL

(en €)	31.12.11	Augmentations	Diminutions	31.12.12
Valeur brute des GOODWILL	21 991 961	2 759 553	0	24 751 514
Dépréciation des GOODWILL	0	0	0	0
Valeur nette des GOODWILL	21 991 961	2 759 553	0	24 751 514

Les goodwill se ventilent comme suit :

en €	Ville/région	Valeur nette
DROITS AU BAIL	Longwy	33 539
DROITS AU BAIL	Reims	11 000
STECK J PIERRE	Strasbourg	121 999
MEN SERVICE	Strasbourg	195 531
E I D	Dunk/Lille..	1 003 309
CRITER INTERIM	Paris	728 915
TRAIT UNION	Paris	367 695
EIS HAGUENAU	Haguenau	149 004
SATEM	St-Saulve	328 333
SATEM	Orsay	64 183
EPILUX	Luxembourg	247 894
ALPRO INTERIM	Pontoise	198 297
TERCIO / G P S	Paris	546 450
DLSI LUX	Luxembourg	878 190
TERCIO / SIL	Lyon	978 212
TERCIO / MS Intérim	Lyon	766 430
Arcadinter et Arcintérim	Evreux	809 484
MB Services	Paris	495 462
B A T	Gardanne	1 127 675
B A T Provence	Marseille	442 447
PEMSA	Locarno (Suisse)	2 604 258
ELITE	Amouville	362 773
E T 3000	Paris	1 721 556
ELS INTERIM	Taverny	2 100 727
ALARYS	Bois Guillaume	3 720 000
Exess	PACA	2 880 000
SELECT	Lausanne (Suisse)	495 453
GI-V	Lyon	309 769
CH-V	Pusignan	301 735
MT INTERIM	Saint-Avold	761 194
TOTAL		24 751 514

5.1.2 Immobilisations incorporelles

en €		2010	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	2011
Logiciels	Brut	715 629	4 000	-49 333	0	670 296
	Amortissements	646 560	35 697	-49 333	0	632 924
	Total	69 069	-31 697	0	0	37 372
Marque Exess	Brut	2 000 000			0	2 000 000
	Amortissements	83 562	250 000			333 562
	Total	1 916 438	-250 000	0	0	1 666 438
Clientèle	Brut	1 798 000			0	1 798 000
	Amortissements	722 000	270 000			992 000
	Total	1 076 000	-270 000	0	0	806 000
Total net		3 061 507	-551 697	0	0	2 509 810

en €		2011	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	2012
Logiciels	Brut	670 296	19 955	190 647	37 016	536 620
	Amortissements	632 924	25 622	189 896	33 118	501 768
	Total	37 372	-5 667	751	3 898	34 852
Marque Exess	Brut	2 000 000			0	2 000 000
	Amortissements	333 562	250 000			583 562
	Total	1 666 438	-250 000	0	0	1 416 438
Clientèle	Brut	1 798 000	0		68 000	1 866 000
	Amortissements	992 000	272 000			1 264 000
	Total	806 000	-272 000	0	68 000	602 000
Total net		2 509 810	-527 667	-751	71 898	2 053 290

5.1.3 Immobilisations Corporelles

Autres immobilisations corporelles	2010	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	2011
Brut	3 527 966	352 738	-204 904	61 507	3 737 307
Amortissements	2 543 518	322 466	-173 178	0	2 692 806
Immobilisation en cours		10 796			10 796
Net	984 448	41 068	-31 726	61 507	1 055 297

Autres immobilisations	2011	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	2012
Brut	3 737 307	197 334	-265 827	145 597	3 814 411
Amortissements	2 692 806	322 047	-252 690	81 395	2 843 558
Immobilisation en cours	10 796	0	-10 796		0
Net	1 055 297	-124 713	-23 933	64 202	970 853

5.1.4 Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants au 31 décembre 2012 se composent comme suit :

	En €
Socamett	26 984
Prêts au personnel	35 962
Dépôts et cautionnements	969 779
Prêts 1% constructions	148 223
	1 180 948

Les dépôts et cautions portent sur les baux commerciaux, ainsi que sur la garantie délivrée aux entreprises de travail temporaire au Luxembourg pour un montant de 320 k€, qui est assurée par des dépôts bancaires en tant que caution donnée au Ministère du Travail. Ces dépôts bancaires sont rémunérés au taux variable d'environ 4.50%.

5.2. Actif courant

5.2.1 Créances

En €	Montant brut	Provisions	Montant net à fin 2012
Créances clients et comptes rattachés	42 227 890	409 122	41 818 768
Autres créances	4 553 791	48 800	4 504 991
TOTAL	46 781 681	457 922	46 323 759

En €	Montant brut	Provisions	Montant net à fin 2011
Créances clients et comptes rattachés	48 134 544	594 245	47 540 299
Autres créances	3 257 616	48 800	3 208 816
TOTAL	51 392 160	643 045	50 749 115

Les créances cédées en garantie du financement reçu sont conservées à l'actif et le financement correspondant est enregistré sous la rubrique « mobilisation de créances » (emprunts et dettes financières à court terme).

Les autres créances comprennent notamment des produits à recevoir au titre de la formation pour 700 K€, des charges comptabilisées d'avance pour 387 k€, des créances fiscales et sociales pour 2 372K€ (comprenant des créances d'impôts courant pour K€ 996), ainsi que 1 095 k€ de débiteurs divers.

5.2.2 Actifs financiers courants

Néant au 31 décembre 2012

6. DETAIL DU PASSIF

6.1. Passifs non courants

6.1.1 Provisions non courantes

Les provisions non courantes concernent les provisions pour retraites pour un montant de 191 501€. Voir explications données au paragraphe 4.3.10

Provisions non courantes	2010	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	2011
Provisions pour avantages au personnel	155 308	8 354			163 662
Total	155 308	8 334	0		163 662

Provisions non courantes	2011	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	2012
Provisions pour avantages au personnel	163 662	27 839			191 501
Total	163 662	27 839	0		191 501

6.1.2 Emprunts et dettes financières

Ce montant représente la part à plus d'un an des emprunts et dettes financières à plus d'un an à l'origine.

Les emprunts et dettes financières s'analysent ainsi à la clôture :

(en k€)	31.12.12	Part non courante	Part courante	31.12.11	Part non courante	Part courante
Emprunts bancaires	5 728	148	5 580	8 500	857	7 643
Dépôts et cautionnements reçus	0		0	6		6
Autres emprunts et dettes assimilées	3 465		3 465	3 048		3 048
Intérêts courus non échus	172		172	152		152
Concours bancaires courants (y compris mobilisations de créances)	13 560		13 560	12 157		12 157
Emprunts et dettes financières hors dérivés						
Instruments financiers dérivés passif						
Total Emprunts et dettes financières	22 925	148	22 777	23 863	857	23 006

L'endettement financier net tel que défini par le groupe DLSI correspond aux montants figurant au passif du bilan sous les postes emprunts et dettes financières à long terme et emprunts et dettes financières à court terme, diminués des instruments dérivés actif et de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Cet endettement financier net se présente ainsi à la clôture :

(en €)	31.12.12	Part non courante	Part courante	31.12.11	Part non courante	Part courante
Emprunts et dettes financières	22 925	148	22 777	23 863	857	23 006
Instruments financiers dérivés actif						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 277	0	4 277	4 383	0	4 383
Endettement financier net	-18 648	-148	-18 500	-19 480	-857	-18 623

Une partie des emprunts est conclue en franc suisse. Le solde restant dû en franc suisse à fin 2012 s'élève à 772 K€. Compte tenu de la relation de couverture entre l'investissement net réalisé en Suisse et l'emprunt bancaire libellé en franc suisse, à partir du 1^{er} janvier 2010, les pertes de change latentes sur les emprunts en franc suisse sont comptabilisées dans l'état du résultat global.

6.2. Passifs courants

6.2.1 Provisions d'exploitation

Provision d'exploitation	2010	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées	2011
Autres provisions	616 080	0	606 105		9 975
Total	616 080	0	606 105	2	9 975

Provision d'exploitation	2011	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées	2012
Autres provisions	9 975	34 637	0	9 975	34 637
Total	9 975	34 637	0	9 975	34 637

6.2.2 Autres passifs

Les autres passifs se décomposent comme suit au 31 décembre 2012 :

En €

DETTES AU 31 décembre 2012	Part courante	Part non courante	Total	Garantie	montant
Emprunts	5 580 481	147 674	5 728 155	voir § 9	
Mobilisation de créances	13 453 369		13 453 369	créances	21 436 522
Découverts	106 520		106 520		
Autres dettes financières	3 636 997		3 636 997		
Emprunts et dettes financières	22 777 367	147 674	22 925 041		
Dettes fournisseurs	3 830 170		3 830 170		
Dettes fiscales et sociales	32 920 054		32 920 054		
Autres dettes	1 647 386		1 647 386		
TOTAL	61 174 977	147 674	61 322 651		

La différence entre la mobilisation de créances pour K€ 13 453 et le montant des créances données en garantie pour K€ 21 437, s'explique par le fonds de Garantie pour K€ 2 583, le disponible pour K€ 2 892 et les remontées des règlements des derniers jours pour K€ 2442.

Les autres passifs se décomposent comme suit au 31 décembre 2011 :

DETTES AU 31 décembre 2011	Part courante	Part non courante	Total	Garantie	montant
Emprunts	7 642 511	857 654	8 500 165	voir § 9	
Mobilisation de créances	12 255 211		12 255 211	créances	21 950 000
Découverts	437 881		437 881		
Autres dettes financières	2 670 328		2 670 328		
Emprunts et dettes financières	23 005 931	857 654	23 863 585		
Dettes fournisseurs	2 481 038		2 481 038		
Dettes fiscales et sociales	35 408 223		35 408 223		
Autres dettes	1 729 358		1 729 358		
TOTAL	62 624 550	857 654	63 482 204		

7. DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

7.1. Chiffre d'affaires par pays

	2012	2011
CA France	139 809 900	160 778 723
CA Allemagne	8 347 447	9 067 444
CA Luxembourg	5 174 180	6 730 788
CA Suisse	30 394 816	28 189 654
CA Pologne	146 653	429 405
TOTAL	183 872 997	205 196 671

7.2. Charges de personnel et ventilation des effectifs

Ventilation	31/12/2012	31/12/2011
Dirigeant	1	1
Cadres	68	71
Employés	151	155
Intérimaires	4010	4374
Effectif total	4230	4601

Le calcul des effectifs moyen est déterminé de la manière suivante :

Pour la France le nombre de salariés est égale au nombre d'heures prestées / 12 / 140 heures

Pour l'Allemagne le nombre de salariés est égale au nombre d'heures prestées / 12 / 160 heures

Pour le Luxembourg le nombre de salariés est égale au nombre d'heures prestées / 12 / 160 heures

Les charges de personnel s'élèvent à 131 091 084€ de salaires et traitements, et 37 566 790 € de charges sociales soit un montant total de 168 657 874€.

7.3. Autres produits et charges d'exploitation

	2012	2011
Formation	1 608 341	1 440 624
Transfert de charges	182 783	264 836
Avantages en natures	350 369	159 913
Pertes nettes sur créances	-145 773	-82 066
Autres produits/charges nets	41 282	-4 360
Total des autres produits et charges d'exploitation	2 037 002	1 778 947

Les transferts de charges incluent principalement les remboursements des salaires maintenus des intérimaires par les organismes.

7.4. Autres produits et charges financières

	2012	2011
Produits financiers divers	233 509	14 603
Total Produits financiers	233 509	14 603
Charges d'intérêts	886 390	868 995
Pertes de change	209 657	181 805
Total Charges financières	1 096 047	1 050 800
Autres produits et charges financiers	-862 538	-1 036 197

7.5. Charges d'impôts

- La charge d'impôt se décompose comme suit :

	2012	2011
Impôt courant	- 2 023 625	-2 701 945
Impôt différé	144 353	- 494 626
TOTAL	-1 879 272	-3 196 571

En 2012, les impôts courants incluent la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises pour un montant de 1 793K€ contre 1 911k€ en 2011.

- Preuve d'impôts sur les Bénéfices 2012

(En K€)

Résultat avant impôt	2 429	
Impôt à 331/3%	810	
Impôts comptabilisés IFRS	1 879	
Différence		1 069
<i>Analyse de la différence</i>		
Différences de taux d'imposition	-194	
Différences Permanentes	0	
Contribution sur la valeur ajoutée (CVAE)	1 793	
Effet IS de la CVAE	-597	
Divers	67	
Total des Différences		1 069

Preuve d'impôts sur les Bénéfices 2011

(En K€)

Résultat avant impôt	4 816	
Impôt à 331/3%	1 605	
Impôts comptabilisés IFRS	3 197	
Différence		1 592
<i>Analyse de la différence</i>		
Différences de taux d'imposition	-101	
Différences Permanentes	401	
Contribution sur la valeur ajoutée (CVAE)	1 911	
Effet IS de la CVAE	-637	
Divers	18	
Total des Différences		1 592

Actifs et passifs d'impôts différés ventilés par catégories

Au bilan, les actifs et passifs d'impôts différés se présentent comme suit :

En K€	2012	2011
Au titre des différences temporelles déductibles		
<i>Organic</i>	80	88
<i>Participation des salariés</i>	8	0
<i>Frais d'acquisition non encore déduits</i>	46	43
<i>Deficits reportables</i>	46	31
<i>Indemnités fin de carrière</i>	64	54
Divers	59	48
Au titre des différences temporelles imposables		
<i>Amortissement dérogatoires</i>	0	(39)
Relation clientèle	(202)	(270)
Provision déductible Pemsa	(174)	(143)
<i>Divers</i>	0	0
Actifs (passifs) d'impôts différés	(73)	(188)
Impôts différés actifs	107	54
Impôts différés passifs	(181)	(243)

7.6. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation.

	2012	2011
Résultat en € (part du groupe)	389 666	1 459 298
Nombre d'actions	2 541 490	2 541 490
Résultat de base par action (en euros)	0,15	0,57
Nombre d'actions gratuites potentielles	0	0
Résultat dilué par action (en euros)	0,15	0,57

7.7. Etat du résultat global

Le résultat global est lié exclusivement aux variations de change, en particulier avec le franc suisse. A partir du 1^{er} janvier 2010, les effets de change sur les emprunts libellés en franc suisse sont comptabilisés dans résultat global, net des impôts différés correspondants.

8. PARTIES LIEES

8.1 Rémunération des administrateurs et dirigeants mandataires sociaux

Au titre des exercices clos les 31 décembre 2011 et 2012, la rémunération des administrateurs et dirigeants mandataires sociaux a été la suivante :

Nom	Fonction	Années	Rémunération fixe	Rémunération variable	Jetons de présence	Avantages en nature	Régimes complémentaires de retraite	Total
Raymond DOUDOT	Président conseil de surveillance	2011			102 000	0		102 000
Laurent Lutz	Membre du Conseil de surveillance	2011	53 454			5 820		59 274
Jean-Marie NANTERN	Membre du Conseil de surveillance	2011	70 674			5 928		76 602
Thierry DOUDOT	Président du directoire	2011	65 000			3 514		68 514
Véronique LUTZ	Membre du directoire	2011	26 200			3 926		30 126
Total		2011	215 328		102 000	19 188		336 516

Nom	Fonction	Années	Rémunération fixe	Rémunération variable	Jetons de présence	Avantages en nature	Régimes complémentaires de retraite	Total
Raymond DOUDOT	Président conseil de surveillance	2012			115 500	0		115 500
Laurent Lutz	Membre du Conseil de surveillance	2012	58 371		8 000	5 820		72 191
Jean-Marie NANTERN	Membre du Conseil de surveillance	2012	81 802		8 000	5 928		95 730
Thierry DOUDOT	Président du directoire	2012	105 000			5 825		110 825
Véronique LUTZ	Membre du directoire	2012	32 750			3 409		36 159
Total		2012	277 923		131 500	20 982		430 405

Les administrateurs et dirigeants mandataires sociaux de D.L.S.I. ne perçoivent aucune rémunération de la société RAY INTERNATIONAL S.A., actionnaire majoritaire de D.L.S.I.

D.L.S.I. n'a pris aucun engagement de quelque nature que ce soit au bénéfice de ses mandataires sociaux correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions ou postérieurement à celles-ci.

Aucune action gratuite n'est prévue pour les organes de Direction.

8.2 Relations avec les parties liées

En euros	2012	
	Produits	Charges
Ray International SA	-	198 000
Total	-	198 000

En euros	2011	
	Produits	Charges
Ray International SA	-	198 000
Total	-	198 000

A fin 2012, la dette envers Ray International s'élève à 3 048 K€ (versus 2 185 K€ à fin 2011)

Les relations avec Ray International SA sont constituées de prestations de management fees et de prestations informatiques.

Les ventes et les achats avec les parties liées sont réalisés aux prix de marché. Les soldes en cours à la fin de l'exercice ne sont ni garantis, ni porteurs d'intérêts et les règlements se font en trésorerie. Il n'y a pas eu de garantie fournie ou reçue pour les créances et les dettes sur les parties liées.

9. ENGAGEMENTS HORS BILAN

9.1. Engagements reçus

- Garanties d'Actif et de Passif

Pour l'acquisition du groupe ALARYS SAS, les précédents actionnaires (Mr GORLIER et SG INVEST) ont consentie dans une convention du 5 janvier 2010, des garanties d'actif et de passif. Le montant de la garantie est de 245 000 € jusqu'au 31/01/2013.

Pour les acquisitions de 2012, des garanties d'actif et de passif sont en cours de réalisation et débiteront en 2013 pour GI-V, CH-V et MT INTERIM.

9.2. Engagements donnés

ENGAGEMENTS FINANCIERS 2012

Nantissement des fonds de commerce

Le Crédit Lyonnais a nanti le fonds de commerce de TAVERGNY, sis, 18 rue de la gare, en contrepartie du prêt de 2 200 000€, la valeur du fonds est de 2 100 727€

Montant restant dû au 31/12/2012 : 674 940€

Pour un montant initial de : 2 200 000€.

Le CIC EST et la BPLC, ont nanté les fonds de commerce de nos agences provenant des fonds d'ALARYS et des fonds d'EXCESS, en contrepartie du prêt de 7 250 000 €, la valeur des fonds est de 6 600 000€

Montant restant dû au 31.12.2012 : 4 831 500€
 Pour un montant initial de 7 250 000 €

DLSI SA s'est porté caution, sur un découvert autorisé de trésorerie à la société Dlsi Luxembourg au profit de la BGL BNP PARISBAS pour 100 k€. Une banque s'est portée garante de DLSI Luxembourg à concurrence de K€ 2 499 envers le ministère du Travail et de l'Emploi luxembourgeois ainsi qu'à concurrence de K€ 9 envers un bailleur. Ces engagements bancaires sont garantis par des sûretés conférées sur les comptes de la société ouverts auprès de cette banque et présentant au 31 décembre 2012 un solde de K€ 357.

9.3 Engagement sur locations simples

Désignation	- 1 AN	+ 1 an - 5 ans	+ 5 ans
BAUX	1 491 700	1 950 070	277 800

Les baux concernent les locaux des agences et du siège et sont signés pour une période de 9 ans. Les engagements notés ci-dessus excluent les renouvellements et les ruptures triennales.

Au total, la charge de loyer encourue par le groupe au titre de l'exercice 2012 s'est élevée à K€ 1 511.

10. Honoraires des commissaires aux comptes

En €	Année 2012		Année 2011	
	Ernst & Young	Account Audit	Ernst & Young	Account Audit
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés - Société mère - Filiales intégrées globalement	37 500	37 500	44 500	37 500
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes - Société mère - Filiales intégrées globalement				
Total	37 500	37 500	44 500	37 500

11. Evénements postérieurs

Néant

12. catégories d'actifs et de passifs financiers

en K€	Ventilation par catégories d'instruments financiers					
	Au 31.12.2012	Juste valeur par résultat (1)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés de couverture
Autres actifs financiers	1 181			1 181		
Clients et comptes rattachés	41 819			41 819		
Autres créances et charges constatées d'avance.....	4 505			4 505		
Autres actifs financiers courants						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 278	4 278				
Total des actifs financiers	51 783	4 278		47 505		-
Emprunts et dettes financières à long terme	148				148	
Fournisseurs et comptes rattachés	3 830	-			3 830	
Autres dettes et produits constatés d'avance	34 567				34 567	
Emprunts et dettes financières à court terme	22 777	16 616			6 161	
Total des passifs financiers	61 322	16 616			44 706	-

(1) désignés comme tel à l'origine

en K€	Ventilation par catégories d'instruments financiers					
	Au 31.12.2011	Juste valeur par résultat (1)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés de couverture
Autres actifs financiers	1 200			1 200		
Clients et comptes rattachés	47 540			47 540		
Autres créances et charges constatées d'avance.....	3 209			3 209		
Autres actifs financiers courants						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 383	4 383				
Total des actifs financiers	56 332	4 383		51 949		-
Emprunts et dettes financières à long terme	857				857	
Fournisseurs et comptes rattachés	2 481				2 481	
Autres dettes et produits constatés d'avance	37 137				37 137	
Emprunts et dettes financières à court terme	23 006	15 363			7 643	
Total des passifs financiers	63 481	15 363			48 118	-

(1) désignés comme tel à l'origine

La juste valeur des actifs et passifs au coût amorti n'est pas significativement différente de leur valeur comptable.

13. Gestion du risque financier

13.1 Introduction

Les principaux passifs financiers du Groupe sont constitués d'emprunts et de découverts bancaires et de dettes fiscales et sociales. L'objectif principal de ces passifs financiers est de financer les activités opérationnelles du Groupe. Le Groupe détient d'autres actifs financiers tels que des créances clients, de la trésorerie et des dépôts à court terme qui sont générés directement par ses activités.

A ce jour, le Groupe n'a pas contracté d'instruments dérivés, tels des swaps de taux d'intérêt.

Les risques principaux attachés aux instruments financiers du Groupe sont :

- le risque de crédit
- le risque de liquidité
- le risque de marché

Cette note présente des informations sur l'exposition du Groupe à chacun des risques ci-dessus, ses objectifs, sa politique et ses procédures de mesure et de gestion des risques, ainsi que sa gestion du capital. Des informations quantitatives figurent à d'autres endroits dans les états financiers consolidés.

Il incombe au Conseil de Direction de définir et superviser le cadre de la gestion des risques du Groupe. La politique de gestion des risques du Groupe a pour objectif d'identifier et d'analyser les risques auxquels le Groupe doit faire face, de définir les limites dans lesquelles les risques doivent se situer et les contrôles à mettre en œuvre, de gérer les risques et de veiller au respect des limites définies.

13.2 Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placement.

13.2.1 Clients et autres débiteurs

La politique du groupe est de vérifier la santé financière de tous les clients qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit.

Les contrats passés entre DLSI et ses clients font l'objet de garantie, une demande de couverture d'assurance crédit est systématiquement demandée auprès de nos assureurs et uniquement après avoir obtenu un encours le personnel est mis à disposition.

De plus, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent. Par conséquent l'exposition du Groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients. Aucun client ne représentant plus de 2 % des produits du Groupe, il n'y a pas de concentration du risque de crédit. Les éléments quantitatifs concernant les créances commerciales ainsi que l'antériorité des créances courantes sont précisés en note 13.2.4.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs ainsi qu'aux placements. La principale composante de cette dépréciation correspond à des pertes spécifiques liées à des risques significatifs individualisés.

13.2.2 Placements

Concernant le risque de crédit relatif aux autres actifs financiers du Groupe (trésorerie, équivalents de trésorerie), DLSI place ses excédents de trésorerie au travers d'un placement de sicav financière au jour le jour et de manière délocalisée à savoir directement par nos banques en temps réel. Le risque de contrepartie lié à ces placements est considéré comme marginal.

13.2.3 Garanties

La politique du Groupe est de n'accorder aucune garantie financière à des sociétés ne faisant pas partie à 100 % du Groupe.

13.2.4 Exposition au risque de crédit

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit. L'exposition maximale au risque de crédit à la date de clôture est la suivante:

<i>en k€</i>	Au 31.12.2012	Au 31.12.2011
prêts et créances	46 324	51 949
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 277	4 383
Total des actifs financiers courants	50 601	56 332

L'antériorité des créances courantes se présente ainsi au 31 décembre 2012

<i>en k€</i>	Au 31.12.2012
Créances non échues	29 983
Créances échues et non dépréciées	15 498
- Depuis 1 à 30 jours	8 431
- Depuis 31 à 90 jours	7 067
- Depuis 91 à 180 jours	
- Depuis 181 à 360 jours	
- Depuis plus de 360 jours	843
Total	46 324

13.3 Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance.

La trésorerie est suivie quotidiennement. Ayant une politique rigoureuse et journalière de notre trésorerie, les risques et tensions sont peut probable, car notre groupe a peu d'engagement hors activité normale.

Le 2 février 2011, DLSI a souscrit un emprunt d'une durée de 5 ans et d'un montant de 7.250 K€ auprès du CIC Est et de la BPLC. A fin 2012, le capital restant dû s'élève à 4 832 K€. Cet emprunt est assorti de l'obligation de respecter des ratios financiers qui sont en cours d'adaptation avec la banque en fonction de l'arrêté des comptes consolidés. Dans cette attente, la totalité du capital restant dû, a été classée en dettes courantes à fin 2012.

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers s'analysent comme suit au 31 décembre 2012 :

en k€	Montant au bilan au 31.12.2012	Total des échéances contractuelles au 31.12.2012	0-1 an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts bancaires	5 728	5 728	5 580	148	-	-	-	-
Participation	582	582	582	-	-	-	-	-
comptes-courants	3 055	3 055	3 055	-	-	-	-	-
concours bancaires courants	13 560	13 560	13 560	-	-	-	-	-
Total emprunts et dettes financières	22 925	22 925	22 777	148	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	4 073	4 073	4 073	-	-	-	-	-
Autres dettes et produits constatés d'avance	34 694	34 694	34 694	-	-	-	-	-
Total	61 692	61 692	61 544	148	-	-	-	-

L'échéancier des prêts et créances se présente ainsi au 31 décembre 2012 :

en k€	Total des échéances contractuelles au 31.12.2012	0-1 an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-	-
prêts	211	-	211	-	-	-	-
Comptes courants	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnement	970	-	970	-	-	-	-
Clients et comptes rattachés	41 819	41 819	-	-	-	-	-
Autres créances	4 505	4 505	-	-	-	-	-
Total	47 505	46 324	1 181	-	-	-	-

13.4 Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables, tout en optimisant le couple rentabilité / risque.

13.4.1 Risque de taux d'intérêt

En complément de sa capacité d'autofinancement, DLSI a recours à l'endettement pour financer son programme d'acquisitions.

Le risque de taux relatif à la dette n'est pas très significatif à ce jour. Les emprunts sont réalisés sur une période de 60 mois.

13.4.2 Risque de change

D'une façon générale, le Groupe est peu exposé aux risques de change

Les monnaies dans lesquelles les transactions sont essentiellement libellées sont l'euro et le CHF, ainsi que le Zloty.

D'une manière générale, nous recherchons toujours le taux de financement interbancaire le plus intéressant et dans une monnaie dont nous disposons des avoirs.

La répartition par devises des actifs financiers, nets des passifs financiers, est la suivante :

Euros :	en K€	(11 269)
CHF :	en K€	1 180
PLN :	en K€	550

14. Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir un financement par capitaux propres important, afin de soutenir le développement futur de l'activité. Le Directoire sous le contrôle du Conseil de surveillance, veille au niveau des dividendes versés aux porteurs d'actions ordinaires.

Le Groupe gère son capital dans l'esprit de rémunérer les actionnaires et d'assurer un équilibre raisonnable entre les capitaux propres et l'endettement financier.

L'endettement financier net tel que défini par le groupe correspond aux montants figurant au passif du bilan sous les postes emprunts et dettes financières à long terme et emprunts et dettes financières à court terme, diminués de la trésorerie.

Le ratio d'endettement net de 1.02 en 2011 est passé à 0.99 en 2012.

Durant l'exercice, le Groupe n'a pas modifié sa politique en matière de gestion du capital.

Ni la société, ni ses filiales ne sont soumises, en vertu de règles extérieures, à des exigences spécifiques.